

ASSEMBLEE GENERALE DU 19 MAI 2015
MESSAGE DE BRUNO BLANDIN

- Monsieur le Préfet de la Guadeloupe,
- Madame le Président du Conseil Départemental,
- Monsieur MIRRE, représentant le Président du Conseil Régional,
- Madame Liliane PIQUION-SALOME, représentant le maire de Baie-Mahault,
- Madame la Présidente de la CCIG.
- Monsieur le Recteur,
- Messieurs les autorités religieuses,
- Messieurs les sous-préfets,
- Monsieur le directeur de la CGSS
- Mesdames et Messieurs les chefs de services
- Mon Colonel, merci de votre concours et de votre présence.
- Chers collègues de Guadeloupe Economique
- Mesdames, Messieurs les journalistes
- Chers adhérents, Mesdames, Messieurs, Chers amis,

Merci d'être venus si nombreux.

Je ne peux tous citer tous, mais vous nous honorez de votre présence.

Nous y sommes très sensibles.

Merci.

Aujourd'hui, je mesure le poids de la charge de représenter notre organisation patronale et de porter sa parole **en vérité et sans langue de bois.**

Les chefs d'entreprises sont des citoyens.

Ils paient des impôts.

Ils investissent.

Ils prennent des risques.

Ils créent l'emploi durable.

Que serait notre territoire sans les entreprises ?

Parmi ces chefs d'entreprises, je veux saluer tous ceux qui nous représentent, mandataires dans les différentes instances paritaires, dans les commissions, dans les groupes de travail et nos administrateurs, dont les membres du bureau exécutif **qui ne ménagent ni leur temps, ni leur engagement** et ceci de façon bénévole.

Je veux aussi remercier la petite équipe de permanents, - insuffisants en nombre mais ô combien efficaces-, sans qui nous n'existerions pas. Je veux nommer Gina, Jenna et Julie.
Applaudissements.

Je tiens à citer en particulier notre nouveau Délégué Général, **Dominique Vian** que je ne vous présente pas et dont les compétences ne sont plus à démontrer.

Il a été trois fois préfet dans les DOM, Directeur de Cabinet au Ministère des Outremer et Conseiller spécial auprès du Président du Sénat.

Il a accepté de quitter sa retraite dorée pour relever ces défis avec nous. Je le remercie sincèrement au nom de toutes les entreprises de notre archipel.

Applaudissements.

Pour commencer, je voudrais rappeler ce qu'est le monde de l'Entreprise en Guadeloupe, ... **Rappeler qui nous sommes.**

Ensuite, je vous exposerai notre vision de l'économie de la Guadeloupe et nos propositions pour bâtir son avenir.

Qui sommes- nous ?

L'Union Des Entreprises – MEDEF Guadeloupe est depuis sa fondation en 1967, comme stipulé dans ses statuts, **une union d'entreprises citoyennes. !**

C'est-à-dire une union d'entreprises qui considèrent que le profit n'est pas et ne doit pas être le seul but de l'entreprise.

L'entreprise doit créer, produire, pour servir aussi la population et le développement de son territoire.

Nos adhérents sont à l'image du tissu des entreprises de la Guadeloupe : une très grande majorité de TPE de tous les secteurs et quelques entreprises de taille moyenne.

Les quelques 41 000 entreprises privées de la Guadeloupe produisaient en 2012, 5,4 Milliards de valeur ajoutée par an et employaient 75.000 salariés.

Seulement 2,5 % des entreprises ont plus de 9 salariés.

Mon entreprise est de celles là aujourd'hui, mais quand j'ai démarré, il y a plus de 40 ans, j'étais une TPE avec 3 salariés. Je ne le suis plus car nous nous sommes développés. Je n'en ai pas honte, bien au contraire.

Je sais ce que je dois aux autres, à la Guadeloupe, à mon pays.

Aujourd'hui, je veux rendre ce qu'il m'a été permis de faire.

Mais je ne le ferai pas seul, **nous le ferons ensemble avec une organisation représentative des entreprises, mobilisée et fédératrice.**

Nous sommes aussi un membre actif de la FEDOM, la Fédération des entreprises de l'Outre-Mer.

Ce qui nous permet d'être présents à **Paris**, ainsi qu'à **Bruxelles** pour faire entendre **la voix des Outre-mers.**

Cette dimension ultra-marine de notre territoire est une spécificité auquel nous croyons parce que **c'est une richesse et une opportunité pour la France**, à une époque où la

mondialisation est devenue un fait, que nous le voulions ou non.

Nous sommes aussi la **représentation territoriale du Medef**.

Cela nous permet de porter la voix de notre territoire, de ses TPE et PME, afin que les spécificités des Outremer ne soient pas oubliées dans les grandes négociations sociales et fiscales nationales.

Enfin, nous sommes un **acteur majeur de la formation** professionnelle, non seulement par nos représentants dans les organismes paritaires que sont OPCALIA, le FONGECIF, et l'ASFO.

Nous devons encore renforcer notre influence dans ce domaine grâce au travail de notre Conseiller Régional à la Formation Professionnelle, Jean-Luc LUBIN, qui, avec notre accord, rayonne déjà sur la Martinique et la Guyane, nous comptons sur lui.

Aujourd'hui quels sont les enjeux ?

Juste pour nous situer et essayer de « tordre le cou » à de faux arguments que j'ai trop souvent entendus, je rappelle quelques données de base:

La Guadeloupe, avec une population de 413.000 habitants représente 0,6 % de la population française.

En 2013, notre Production Intérieure Brute (PIB) était de 8,10 Milliards d'euros soit 0.4 % du PIB National.

Ainsi notre PIB par habitant est de 19 477 euros, soit à peine 63 % de la moyenne nationale. J'y reviendrai.

Pour autant, l'effort budgétaire de l'Etat par guadeloupéen en 2013 était de 5 850 euros, soit tout à fait comparable à la moyenne métropolitaine qui s'élève à 5 669 euros.

Il est donc faux de dire que nous coûtions cher ou en tout cas plus cher que la moyenne des autres français !

On entend aussi dire que les DOM et singulièrement la Guadeloupe sont dominés par des grands groupes.

Je vous rappelle que 97 % des entreprises de notre archipel ont moins de 10 salariés, la grande majorité de la création de valeur est faite par les PME et les TPE.

Ceci étant dit, quelle est notre vision du potentiel économique de la Guadeloupe ?

La Guadeloupe dispose d'atouts considérables :

Nous pleurons trop souvent sur notre sort et nous oublions que :

- Nous avons un cadre de vie et une qualité de vie enviée,
- Nous avons une position stratégique remarquable dans **l'arc caribéen**, à proximité des continents nord et sud-américains.
Et la dernière visite Présidentielle qui a vu François Hollande décoller de Pointe à Pitre pour se rendre à Cuba en est la confirmation dans les faits,
- Nous sommes une destination touristique sûre, de première grandeur, avec un environnement médical rassurant, surtout en ces temps où la violence, hélas, se déchaîne sous d'autres cieux ensoleillés,
- Nous disposons de services publics aux normes européennes, même si ils ont encore des efforts à faire,
- Enfin, nous avons un cadre institutionnel clair et sûr : **nous sommes une Région Française, .. ni plus, ni moins et nous sommes un territoire de l'Union Européenne à part entière.**

De plus, la Guadeloupe dispose d'une économie structurellement moderne :

- Une production agricole et agroalimentaire insuffisante mais de qualité qui se vend bien,

- Des entreprises de transports maritimes et aériens performantes,
- Un secteur de services marchands performant,
- Un environnement maritime qui peut devenir une grande source d'emplois, encore méconnus mais avec un fort potentiel de croissance,
- Un réseau de communication moderne qui efface les distances,

Tout ceci est le résultat des efforts de rattrapage considérables entrepris dans la dernière décennie du dernier millénaire et poursuivis jusqu'à maintenant.

Ces résultats ne peuvent être niés.

Le PIB par habitant en Guadeloupe est passé de **53.9 %** de la moyenne nationale **en 1993 à 63 % en 2013 !**

On ne peut donc pas garder des œillères et oublier le chemin parcouru.

Pour autant, aujourd'hui, nous sommes confrontés aux effets d'une **crise mondiale d'une ampleur et d'une nature jamais connues auparavant**, qui n'a épargné ni l'Europe, ni la France et encore moins ses Outremers.

La Guadeloupe, comme la Martinique, a été touchée de façon encore plus sévère du fait de la gravité de la crise sociale de 2009.

Nous n'avons toujours pas retrouvé les niveaux d'avant la crise.

J'ai la conviction qu'une époque s'achève et qu'une autre s'ouvre et c'est sans doute cette réalité qui sème le trouble, l'angoisse, les tentations de repli sur soi et qui exacerbe les réflexes identitaires et insulaires.

La représentativité, qu'elle soit sociale, économique ou politique n'a jamais recueilli aussi peu de suffrages.

Ce fait doit nous interpeller.

Nous sommes tous en face de défis auxquels nous n'avons jamais été confrontés.

Nous devons refuser la résignation.

La Guadeloupe doit cesser d'être un « Pit à coq » où s'affrontent les égos, ... j'ai même envie de dire les « ergots égoïstes » en panne de projets et de vision pour l'avenir.

Notre conviction à l'UDE est que les entreprises ne peuvent plus se replier sur leur domaine traditionnel et jadis exclusif : « l'économie marchande »

Elles doivent participer, avec tous les acteurs de la gouvernance de notre territoire, à la construction de la vision de son devenir.

C'est-à-dire à la définition de son projet et de la place de la Guadeloupe dans sa région et dans le monde de demain.

Telle est notre ambition :

Contribuer à la définition de la vision du futur de notre territoire et de sa population, dont nous sommes, en tant qu'entrepreneurs, nous aussi responsables.

Nous voulons le faire avec modestie, **mais avec conviction** dans ce qui relève de nos compétences et de notre savoir-faire.

Nous ne voulons pas faire « contre », mais « avec » tous les acteurs de la société civile et du monde politique, dans le **« respect » de la part de vérité que chacun porte.**

Pour notre part, nous nous sommes mis en ordre de bataille avec une feuille de route claire :

- **Responsabiliser** : par une gouvernance collégiale de notre union déclinée en commissions et groupes de travail responsables,

- **Etre réactifs** : avec des groupes de travail de circonstance (vous avez été destinataires de certaines productions),
- **Fédérer** : le monde économique, et pour commencer, le commerce, l'industrie, les services et les TPE,

Nous avons, à cet effet, créé avec nos partenaires « **Guadeloupe Economique** » qui se réunit à un rythme soutenu.

- **Dialoguer avec tous nos partenaires** : Nous avons demandé audience dès mon élection aux autorités territoriales.

Vous nous avez reçus sans délai, Monsieur le Préfet. Et vous êtes venu à un de nos conseils d'administration.

Le **Chef de l'Etat** nous a reçus également pour une réunion de travail.

En ce qui concerne le Département, Madame la Présidente, si nous ne vous avons pas sollicitée, c'est par respect et réserve en cette période électorale.

Mais, nous sommes à votre disposition.

Dialoguer c'est aussi renforcer le dialogue Social

Une entreprise est d'abord une communauté humaine dont les salariés sont un des piliers principaux.

Notre monde économique ne sera fort et en développement que dans **le cadre d'un dialogue social apaisé et respectueux.**

La confiance ne se décrète pas, elle se mérite.
A nous de tout faire pour être reconnus et ainsi la mériter.

Nous tendons une main de paix et de bienvenue à tous.

Nous dialoguerons avec nos partenaires, de Martinique, de Guyane et des Iles du Nord.

Chacun de nos espaces est exigü, mais ensemble, nous représentons plus que la Réunion, nos amis de l'océan indien.

Nous devons trouver les voies pour abattre les barrières d'un autre temps qui ne sont pas acceptables entre des territoires de notre République si proches, à tous les points de vue, les uns des autres.

Nous croyons au dialogue qui est une confrontation d'idées.

A la concertation qui est source de création.

Pas à l'affrontement qui n'est que destruction.

Nous voulons agir pour relever ces défis, à travers des actions concrètes.

Nous voulons **nous investir dans les projets d'avenir.**

Nous soutenons les projets en cours : celui du Grand Port et de Bouillante 3.

Nous considérons **comme urgent et prioritaire la remise en ordre du service public de la distribution de l'eau** sur notre territoire.

Nous sommes aussi très **concernés par les questions de formation.**

Nous voulons aller plus loin pour que les formations soient toujours plus en adéquation avec les besoins de nos entreprises et qu'elles répondent en même temps aux aspirations de nos jeunes.

Nous devons anticiper et innover, avec tous les organes de l'Etat et de la Région en charge de ces questions, pour offrir au plus vite à nos jeunes les formations qui feront d'eux les compétences de demain.

Tous les mandataires de notre commission Emploi-Formation sont mobilisés sur cette feuille de route.

Nous voulons **nous investir dans les projets d'avenir.**

Nous avons décidé de nous investir tout particulièrement pour lutter contre le chômage, et en particulier celui, insupportable, des jeunes, qui sont le fondement de notre avenir.

Nous devons sans délai conduire des actions concrètes à cet égard.

Je reste persuadé qu'une société dont la jeunesse se désespère n'a aucun avenir.

C'est pourquoi, nous avons placé cette journée de notre Assemblée Générale sous le signe des jeunes avec **l'OPERATION PREMIER PAS DANS L'ENTREPRISE.**

Et je tiens à saluer et à remercier particulièrement les 61 entreprises qui ont contribué à la réussite de cet événement.

Que les jeunes de la Guadeloupe sachent qu'ils sont les bienvenus parmi nous, que les entreprises ont besoin d'eux **et surtout que nous plaçons tous nos espoirs en eux.**

Le Monde leur appartient parce que c'est eux qui le bâtiront.

Entreprises continuez à accueillir nos jeunes !

Ayez confiance dans l'avenir de la Guadeloupe.

En Guadeloupe aujourd'hui, au regard de l'emploi, nous sommes en situation d'échec, nul ne peut le nier.

Nous sommes convaincus que les politiques poursuivies jusqu'à présent Outre-Mer ont atteint la limite des effets bénéfiques espérés.

Nous devons relever ce défi tous ensemble.

Nous devons imaginer d'autres voies, peut être un autre objectif, en n'hésitant pas à remettre en cause la pertinence des mesures mises en œuvre jusqu'à aujourd'hui.

Nous devons imaginer d'autres dispositifs, à coût constant, dans ce temps où les difficultés budgétaires ne peuvent être ignorées.

Nous ne pouvons nous contenter, par passivité, de la reconduction de mesures dont la pertinence n'est pas flagrante.

Il faut dépasser une posture défensive qui traite plus les effets que les causes, pour prendre avec courage une posture plus offensive.

Toute action doit avoir un but, aussi nous souscrivons pleinement à l'idée de mettre le cap sur **l'égalité économique réelle** avec la moyenne française.

Nous avons noté avec satisfaction que **le chef de l'Etat souscrivait à cet objectif que nous avons retenu au sein de la FEDOM avec nos amis de la Réunion.**

Le contenu et le calendrier doivent être précisés.

La route doit aussi être tracée au plus tôt car le temps nous est compté.

Pour ce faire, nous ne devons pas nous perdre dans des voies qui s'avèreraient être des impasses.

Pour être cohérente, **notre démarche doit respecter les quatre piliers de notre position :**

- **Nous sommes une région et un département français, ni plus ni moins.** La population s'est clairement prononcée à deux reprises pour le statut de droit commun. Respectons ce choix.
- **Nous appartenons à la Communauté Européenne,**
- **Géographiquement, nous sommes situés dans l'espace caribéen à proximité du continent américain,**
- **L'économie est mondialisée, c'est un fait !**

La voie que nous devons tracer pour être porteuse d'avenir doit se situer dans ce cadre.

Les entreprises sont par définition un moteur essentiel dans la création d'emplois.

Sans doute faut-il attirer de nouveaux entrepreneurs et de nouveaux investissements pour renforcer notre dynamisme.

Il importe que les dispositifs de formation correspondent aux besoins.

La pertinence des formations doit être évaluée et les moyens doivent être concentrés sur les priorités qui ont été définies.

Les organes de coordination entre l'Etat, la Région et les partenaires sociaux (dont le CREFOP) ont été créés pour cela, **ils doivent impérativement se mettre au travail.**

De notre côté je vous assure que nous amènerons nos contributions.

Une priorité absolue doit être donnée à la jeunesse.

Les secteurs de la recherche ainsi que de nouvelles activités dans l'économie numérique doivent être stimulés, tout comme nous devons encourager tout ce qui contribue à notre expansion géographique.

Nous avons parfaitement conscience de nos limites, mais soyez assurés de notre détermination à prendre notre part, **« à jouer le jeu » pour paraphraser Félix EBOUE.**

Qu'attendons-nous de vous Monsieur Le Préfet, Madame et Messieurs les élus ?

D'abord que cesse cette confrontation stérile qui n'a pas lieu d'être entre l'économique et le Politique.

Nous sommes tous responsables de l'avenir de la Guadeloupe.

Aussi nous ne demandons ni crédit, ni mesures supplémentaires. Nous savons que l'heure n'est pas à la croissance de la dépense publique.

Alors qu'elles sont nos attentes ?

D'abord que l'action publique soit conduite non dans la confrontation mais dans la cohérence.

Notre organisation territoriale ne doit pas être une simple juxtaposition de strates déconcentrées ou décentralisées.

Les citoyens que nous sommes ont besoin d'avoir une vision claire de la cohérence globale des actions conduites et des projets développés par les différents acteurs publics.

De la cohérence aussi entre la parole publique et les actes.

Les effets d'annonce peuvent avoir une efficacité en campagne électorale. Mais une saine gouvernance nécessite clarté et crédibilité de la parole publique.

Des annonces non suivies d'effets au niveau des services entraîne suspicion, report des investissements ce qui bloquent les créations d'emplois.

Nous ne pouvons rejeter sur Bruxelles des refus d'application de décisions d'autorités gouvernementales par des administrations qui leurs sont subordonnées.

Je ne parlerais évidemment pas du logement social et des dispositifs fiscaux incitatifs à l'investissement productif.

Enfin, de la simplification et de l'imagination, c'est ce que vous a demandé le Président de la République.

De l'expérimentation aussi, M. Le Préfet, notamment pour bâtir ce pacte pour l'emploi des jeunes dont je rappelle les bases convenues :

- Guichet et formulaire unique.
- Exonération de charges patronales et salariales.

C'est sur ces bases que nous nous sommes engagés.

Vous disposez au total de 37 620 fonctionnaires et notre capacité à mobiliser pour créer de la valeur n'est que de 67 000 salariés.

Alors simplifiez et n'oubliez pas que le temps des entreprises est court, très court ...

Pour conclure, notre volonté et notre ambition, nous, les entrepreneurs de l'UDE MEDEF de Guadeloupe, c'est de contribuer activement, avec tous les autres acteurs responsables de notre territoire, à la construction d'**un projet global pour la Guadeloupe.**

Un projet qui positionnera notre île dans son espace géographique, qui lui donnera les moyens et la responsabilité de prendre en main son destin, et qui mettra son développement au service du bien-être de ses concitoyens.

Nous voulons croire à la mobilisation de toutes les forces vives et de tous les pouvoirs politiques que vous représentez pour partager cette vision.

Je vous remercie de votre attention.